

CHAPITRE XXV. — *Disposition finale*

Art. 128. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

50-1747-2002/2003.

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

N° 7 : Projet amendé par le Sénat.

N° 8 : Rapport.

N° 9 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances du 27 et 28 novembre 2002.

Sénat.

Documents parlementaires.

2-1329-2002/2003.

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte amendé par la commission.

N° 5 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

HOOFDSTUK XXV. — *Slotbepaling*

Art. 128. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden.

50-1747-2002/2003.

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenariale vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Nr. 7 : Ontwerp geamendeerd door Senaat.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen in plenariale vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Parlementaire handelingen. — Besprekking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 november 2002.

Senaat.

Parlementaire bescheiden.

2-1329-2002/2003.

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 979

[2003/09162]

30 JANVIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69 alinéa 1^{er}, 3^o modifié par les lois du 21 décembre 1994 et du 25 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie, notamment les articles 1 à 5 modifiés par l'arrêté royal du 30 août 1996 modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les

FEDERALE OVERHEIDS Dienst JUSTITIE

N. 2003 — 979

[2003/09162]

30 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de vaststelling van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 69 eerste lid, 3^o, gewijzigd door de wetten van 21 december 1994 en 25 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomende burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving, inzonderheid op de artikelen 1 tot 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 augustus 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de

communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2002;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les articles 6 à 10 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie sont abrogés par l'arrêté royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité;

Considérant que les montants repris à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie doivent être adaptés suite au passage à l'euro;

Considérant que les montants repris à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie doivent être identiques à ceux utilisés dans le cadre de l'article 6 de l'arrêté royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité;

Considérant qu'il paraît, par conséquent, nécessaire d'adapter sans délai les montants repris à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie doivent être identiques à ceux utilisés dans le cadre de l'article 6 de l'arrêté royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité;

Vu l'avis 33.833/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les alinéas 4 et 5 de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier de certaines aides financières pour le recrutement de personnel supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives, la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie modifié par l'arrêté royal du 30 août 1996 modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie sont abrogés.

Art. 2. L'article 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le recrutement de personnel civil supplémentaire visé à l'article 1^{er} donne lieu à l'octroi de l'intervention forfaitaire maximale suivante, selon la catégorie de personnel concernée :

Niveau 1 : € 39.662,96;
Niveau 2+ : € 32.226,16;
Niveau 2 : € 27.268,29;
Niveau 3 : € 24.789,35;
Niveau 4 : € 19.831,48.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention financière est réduite au prorata de la période effectivement prestée. »

voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 30 mei 2002;
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 juli 2002;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de artikelen 6 tot 10 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving worden opgeheven door het koninklijk besluit van 27 mei 2002 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te genieten in het kader van een overeenkomst inzake de criminaliteitspreventie;

Overwegende dat de bedragen van artikel 2 in het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving worden opgeheven door het koninklijk besluit van 27 mei 2002 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te genieten in het kader van een overeenkomst inzake de criminaliteitspreventie;

Overwegende dat de bedragen van artikel 2 in het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving worden opgeheven door het koninklijk besluit van 27 mei 2002 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te genieten in het kader van een overeenkomst inzake de criminaliteitspreventie;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk lijkt de bedragen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving onmiddellijk aan te passen;

Gelet op het advies 33.833/2/V van de Raad van Staat, gegeven op 24 juli 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het vierde en het vijfde lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijk maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 augustus 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving worden opgeheven.

Art. 2. Artikel 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De aanwerving van bijkomende burgerpersoneel in de zin van artikel 1, geeft aanleiding tot toekenning van de volgende maximale forfaitaire tegemoetkoming, al naargelang de betrokken personeelscategorie :

Niveau 1 : € 39.662,96;
Niveau 2+ : € 32.226,16;
Niveau 2 : € 27.268,29;
Niveau 3 : € 24.789,35;
Niveau 4 : € 19.831,48.

Ingeval de personen slechts voor een deel van het begrotingsjaar waarnaar verwezen wordt zijn aangeworven, wordt de financiële tegemoetkoming verminderd naar verhouding van de werkelijk gepresteerde periode. »

Art. 3. L'article 5, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Le paiement de l'intervention financière s'effectue par tranches provisionnelles mensuelles, le solde étant calculé dans le courant de l'année suivante. La commune transmet les pièces justificatives avant le 31 mars de l'année qui suit l'année budgétaire au cours de laquelle les crédits ont été alloués.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 5. Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Art. 3. Artikel 5, tweede lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « De betaling van de financiële tussenkomst wordt verricht in voorlopige maandelijkse schijven waarbij het saldo in de loop van het volgende jaar wordt berekend. De gemeente maakt de verantwoordingsstukken over uiterlijk op 31 maart van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar waarin de kredieten werden toegekend. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 5. Onze Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 980

[C — 2003/22221]

3 FEVRIER 2003. — Loi apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications à la législation relative aux pensions des membres du personnel de l'enseignement*

Art. 2. L'article 15 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, remplacé par la loi du 20 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, est comptée à raison de 1/55 du traitement de référence, chaque année de service prestée :

1° dans la division préparatoire de l'Ecole royale militaire;

2° à l'Ecole d'officiers de gendarmerie en qualité de maître de langue. »

Art. 3. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 16bis. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, chaque année de service prestée en qualité de membre du personnel scientifique de l'Université de Liège, de l'Université de Mons, de la Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux et de la Fondation universitaire luxembourgeoise est comptée à raison de 1/55 du traitement de référence. »

Art. 4. A l'article 1^{er} de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, complété par la loi du 20 juillet 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les dispositions de la présente loi s'appliquent : » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux pensions de retraite qui sont liquidées uniquement à raison des tantièmes 1/48, 1/50, 1/55 ou 1/60 et qui sont allouées : »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« 5° aux maîtres de langue à l'Ecole d'officiers de gendarmerie;

6° aux personnes qui ont droit à une pension à charge du Trésor public, conformément aux dispositions de la loi du 4 août 1986 régulant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement;

FEDERALE OVERHEIDS DIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 980

[C — 2003/22221]

3 FEBRUARI 2003. — Wet houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de personeelsleden van het onderwijs*

Art. 2. Artikel 15 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, vervangen door de wet van 20 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. In afwijking van artikel 8, § 1, wordt naar rata van 1/55 van de referentiewedde aangerekend, elk jaar dienst verricht aan :

1° de voorbereidende divisie van de Koninklijke Militaire School;

2° De School voor rijkswachtofficieren in de hoedanigheid van taalleraar. »

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidende :

« Art. 16bis. In afwijking van artikel 8, § 1, wordt elk jaar dienst verricht als lid van het wetenschappelijk personeel van de Universiteit van Luik, van de Universiteit van Bergen, van de Faculteit der Landbouwkundige Wetenschappen te Gembloux en van de « Fondation universitaire luxembourgeoise » aangerekend naar rata van 1/55 van de referentiewedde. »

Art. 4. In artikel 1 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van de leden van het onderwijs, aangevuld bij de wet van 20 juli 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op : » worden vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 3 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, zijn de bepalingen van deze wet van toepassing op de rustpensioenen die uitsluitend naar rata van de tantièmes 1/48, 1/50, 1/55 of 1/60 worden berekend en die worden verleend aan : »;

2° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 5° de taalleraars aan de School voor rijkswachtofficieren;

6° de personen die recht hebben op een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist overeenkomstig de bepalingen van de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstellings van de leden van het onderwijszend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving;